



le 27 mai 2013

PSA AULNAY

Une grève qui a mis des bâtons dans les roues de PSA

Le 17 mai, la CGT et la CFDT signaient un protocole mettant fin à quatre mois de grève. C'est la plus longue grève qu'il y ait jamais eu chez PSA. Et quand les salariés l'ont commencée, ils étaient loin de se douter qu'elle durerait aussi longtemps.

Une direction sourde

Depuis l'annonce officielle, en juillet 2012, du plan de 8000 suppressions d'emploi, monté ensuite à 11200 (!), la direction restait sourde à tous les débrayages, manifestations, rassemblements et à la pétition de 10 000 salariés du groupe exigeant une garantie de CDI ou de préretraite pour tous.

PSA se préparait à licencier avec un PSE low cost : des mutations insuffisantes et sans garantie à des postes équivalents ; des possibilités réelles de reclassements extérieurs autour de 300 seulement, et encore avec une forte sélection ; et pour les autres le Pôle emploi avec une indemnité de 6 mois de salaire !

Les salariés disent NON

Dans ces conditions, de très nombreux salariés ont ressenti la nécessité de se défendre, estimant qu'ils n'avaient rien à perdre à se mettre en grève.

La direction a vu le danger que représentait cette grève pour faire passer sa politique. Au bout de 3 jours, elle lockoutait l'usine pendant une semaine, embauchait 100 vigiles, sélectionnait plusieurs centaines de cadres pour s'opposer aux salariés en lutte.

Elle lançait la plus grande campagne de calomnie jamais faite contre des salariés qui défendent leur emploi. Mais sa politique de répression a été un échec.

Une grève populaire

La détermination des salariés en lutte est restée intacte. Aucun ouvrier du groupe n'a accepté de venir remplacer les grévistes. Et le soutien qu'ils ont reçu à travers tout le pays a démontré que de très nombreux salariés se reconnaissent dans cette grève contre les licenciements.

Des centaines de messages de soutien ont été envoyés de municipalités, de partis politiques, de syndicats et de salariés individuels. Des milliers de chèques sont arrivés, qui ont abouti à soutien financier à 870 000 €.

Ce qui a permis de combler une partie des pertes de salaires des grévistes. Trois distributions de chèques ont été faites en parfaite transparence. Le montant de chaque chèque a été discuté et remis sur la base de la liste des grévistes qui pointaient chaque jour.

Une grève active et démocratique

Du premier au dernier jour de la grève, les militants de la Cgt ont tenu à discuter toutes les décisions avec les salariés. Ces décisions ont été votées lors des assemblées générales qui ont eu lieu tous les matins.

C'est cette organisation démocratique qui, en permettant à chacun de contrôler leur mouvement, a permis de déjouer tous les mauvais coups de la direction.

La grève contraint PSA à revoir son PSE

Dès les premières semaines de grève, la direction a été obligée de lâcher du lest sur son PSE.

Le congé de reclassement est passé de 9 à 12 mois ; les indemnités ont augmentées de 3 mois de salaire, plus 10 000 € pour le Projet professionnel ; les critères pour toucher les primes de mobilité ont été quasiment annulés ; le congé sénior est passé de 24 à 36 mois.

Tous les salariés concernés par ce PSE pourront en bénéficier.

Mais il aura fallu encore de longues semaines et de nombreuses actions dans toutes les directions, notamment dans celle du gouvernement, pour que la direction comprenne qu'on ne lâcherait pas nos quatre camarades licenciés et des dizaines de camarades poursuivis par des plaintes.

La direction recule avec le protocole de fin de grève

- Amnistie totale : réintégrations des 4 salariés licenciés qui pourront ainsi adhérer aux mesures du PSE. ; annulation des poursuites pénales et des procédures de licenciements

- Les jours de congés, la prime de 13^{ème} mois, les jours fériés seront payés, et le trimestre pour la retraite sera cotisé. Les périodes de chômage leur seront rétablies, ce qui atténue les pertes financières de la grève.

- Une indemnité forfaitaire supplémentaire de 20 000 € pour ceux qui choisiraient de partir au 31 mai. Ce qui fait 60 000 € avec les mesures du PSE pour une ancienneté de 10 ans, au lieu de 20 000 € au début de la grève.

- Et la garantie écrite que le PSE s'appliquera sans discrimination pour les salariés qui ont fait grève, notamment pour les mutations.

Une direction en échec devant cette grève

La direction aurait voulu que la fermeture d'une usine comme Aulnay se passe sans réaction majeure.

Qu'elle puisse maintenir face à la Presse son mensonge : « *aucun salarié à Pôle emploi* » et que vis-à-vis de tous les salariés

du groupe, elle fasse un exemple pour tenter de nous démoraliser. C'est l'inverse qui s'est produit : PSA a été pendant quatre mois en échec face à cette grève.

L'essentiel de la grève

Ce qui est le plus important dans ce mouvement, c'est le fait même que plusieurs centaines d'ouvriers résistent, s'organisent pour refuser le sort que la direction leur prépare.

Les nombreux salariés du groupe qui ont soutenu cette grève en la défendant auprès de leurs camarades de travail et en apportant leur soutien financier ont bien compris qu'ils étaient directement concernés.

Le deuxième plan Varin

Cette lutte a d'autant plus gêné la direction qu'elle préparait d'autres mauvais coup contre tous les salariés de PSA.

La preuve : à peine le PSE voté, la direction annonce son intention de fermer un nouveau site, celui de Meudon, avec 660 salariés PSA et 140 prestataires.

Et convoque les syndicats pour un tenter faire passer un accord de compétitivité qui aura pour but d'augmenter la productivité, augmenter le temps de travail, imposer les mutations d'un site à l'autre, et de s'attaquer aux salaires.

Une brèche ouverte

Mais cette grève est un très sérieux avertissement donné à la direction par les centaines d'ouvriers qui se sont directement opposés à elle et par le soutien que cette grève a reçu.

Elle sait bien que si demain des milliers de salariés se mettent en lutte sur plusieurs sites, alors la direction ne pourra plus faire ce qu'elle veut. C'est que contiennent en germe ces quatre mois de grève, c'est ce que craint la direction.

Car à Aulnay, comme partout ailleurs, la force des salariés c'est leur capacité à se mobiliser à se défendre, y compris par la grève.